

Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur les relations de la France avec le Tchad, le Rwanda, la Côte d'Ivoire, la Libye et le Soudan, à Lisbonne le 8 décembre 2007.

Mesdames, Messieurs, je crois que le mieux, c'est que j'en dise le moins possible pour commencer, pour répondre le plus possible à vos questions.

Nous avons eu avec Bernard Kouchner et Jean-Marie beaucoup d'entretiens bilatéraux, énormément. D'abord une longue réunion de travail avec M. Zapatero, ensuite, une réunion de travail avec le Premier ministre slovène. Avec le Premier ministre Zapatero, nous avons parlé de toutes les questions bilatérales, y compris celle du terrorisme. Avec le Premier ministre slovène, c'est l'harmonisation de nos deux futures présidences. Et j'ai vu également avec le Premier ministre, M. Erdogan, vous imaginez les sujets traités. Ensuite, nous avons eu une réunion de travail avec Idriss Deby, pour le Tchad, avec le président Béchir que j'ai rencontré pour la première fois, pour le Soudan, avec le président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, le président Gbagbo, à la fois en bilatéral et dans le cadre des accords de Ouagadougou, avec le président Gnassingbé pour le Togo, avec le président Kagamé pour le Rwanda et avec le Premier ministre Ramgoolam pour Maurice.

Voilà, on peut dire que c'était une journée relativement remplie.

J'ai eu l'occasion de déjeuner avec le président Socrates et le président dos Santos. Ce n'était pas un déjeuner en tête-à-tête, mais enfin, il se trouve que j'étais assis à côté d'eux et donc cela nous a amenés à parler. Il y avait également le président Bongo.

C'est un Sommet qui est important parce qu'il a fallu sept ans pour que l'Europe et l'Afrique se reparlent, alors que seulement 14 kilomètres nous séparent. Chacun voit bien les limites de cette absence de dialogue. Je crois que le mieux maintenant, c'est que je réponde aux questions que vous voudrez bien me poser. Ma conviction, c'est que le destin de l'Europe et celui de l'Afrique sont des destins liés. L'échec de l'Afrique sera l'échec de l'Europe et la réussite de l'Afrique sera la réussite de l'Europe.

Par ailleurs, l'Afrique doit assumer ses responsabilités. L'Afrique appartient aux Africains, mais en même temps on nous demande d'intervenir et on nous reproche ensuite de le faire. Tout cela est une question d'équilibre, de discussion, de confiance, d'amitié et d'avenir.

Q - Avec ces rencontres bilatérales, avec le président Deby, est-ce que vous avez parlé des membres de l'Arche de Zoé ? Et, d'autre part, à propos de rencontres avec deux hommes et deux pays où les rapports ne sont pas excellents, je parle du président Gbagbo pour la Côte d'Ivoire et du président Kagamé pour le Rwanda. Mais peut-on y voir un début de normalisation ?

R - Avec le président Deby, nous avons d'abord parlé de la mise en place de la force européenne à l'Est du Tchad. C'est une initiative que nous avons prise avec Bernard Kouchner. Nous avons assuré au président Deby que les choses progressaient très bien. J'ai eu le Premier ministre Gordon Brown au téléphone hier, parce qu'un certain nombre de pays sont prêts à donner des hélicoptères, mais pas à financer l'entretien des hélicoptères.

L'effort que nous conduisons, M. Kouchner et moi, va permettre le déploiement de cette force. Les 3.000 hommes sont à peu près rassemblés. Il ne nous reste plus que ce problème

d'hélicoptères. Donc, le président Deby en était, je le crois, très satisfait, lui qui a été l'objet de quatre attaques de rebelles ces derniers temps.

Deuxième élément, nous avons bien sûr parlé de la question des membres de l'Arche de Zoé. Ecoutez, les choses progressent, elles progressent dans le bon sens. Nous faisons confiance à la justice tchadienne dont je suis certain qu'elle va accueillir bientôt les juges français. Notre idée est de laisser le processus continuer pour que tout ceci puisse se dénouer rapidement. Les liaisons entre les deux justices progressent. J'ai fait part de la volonté de la France que tout ceci progresse. Je m'abstiens d'en dire davantage, parce que mon but, comme celui de M. Kouchner, c'est que la situation se débloque à bref délai. C'est notre but. Et cela progresse.

S'agissant du Rwanda et de M. Kagamé, c'est un début de normalisation, c'est vrai. Nous souhaitons tourner la page. Nous souhaitons regarder l'avenir. Il y a eu énormément de souffrance au Rwanda et j'ai moi-même employé dans mon discours un certain nombre de mots qui ont touché les autorités rwandaises. Nous avons convenu de mettre un groupe de travail en place qui doit aboutir à la reprise de nos relations diplomatiques et à ce que le Rwanda et la France regardent vers l'avenir ensemble. Et pour tout vous dire, M. Kagamé nous a autorisés à rendre public l'entretien et son contenu.

Voilà, je crois que c'est quelque chose d'important, même si cela n'a rien à voir après la démarche avec le président Dos Santos sur l'Angola, où nos relations reprennent un cours normal. La visite de M. Bockel, celle que l'on aura l'occasion de faire, moi le premier, et puis le Rwanda, c'est un deuxième pays africain avec lequel nous retrouvons des relations normales. S'agissant de la Côte d'Ivoire, oui, c'est important, d'abord parce que nous soutenons l'action du président Compaoré, et c'était bien de voir le président Compaoré et le président Gbagbo ensemble. La France partage l'analyse du président Compaoré. Il faut des élections, il faut des élections rapides et il faut qu'elles soient transparentes.

Je l'ai dit au président Gbagbo de la façon la plus claire : la France souhaite renouer son amitié avec la Côte d'Ivoire. Il souhaite aider la Côte d'Ivoire. L'opération Licorne, c'est un grand sacrifice financier. Le président Gbagbo nous a indiqué que les élections auraient lieu au plus tard en juin, que les listes électorales seraient validées en mars et que son intention était vraiment que ces élections aient lieu. Nous lui avons fait préciser que c'était bien sous le contrôle de l'ONU, il a dit : naturellement. Le président Compaoré nous a indiqué que, sur l'accord de Ouagadougou, s'il y avait un problème entre les différents candidats, l'ultime instance de médiation, de recours, c'était le président du Burkina Faso.

J'ai indiqué au nom de la France, au président Gbagbo que si tout ceci se passait comme prévu, la France reprendrait le cours normal des relations amicales et diplomatiques avec la Côte d'Ivoire et que naturellement, tout nouveau retard mettrait gravement en cause la crédibilité de ce processus. Là aussi, c'est un pas vers une certaine forme de normalisation, laquelle normalisation n'aura lieu définitivement qu'après des élections transparentes. Mais, pour M. Bockel, M. Kouchner et moi, c'est quand même trois sujets lourds, trois sujets pour lesquels le déplacement à Lisbonne était loin d'être inutile, si vous rajoutez les entretiens avec le président Konaré. On sait le discours que, au nom de la France, j'ai voulu faire passer. Il y avait le président Kufuor aussi, le président du Ghana, et le président de l'Union africaine à table. C'est important pour nous.

Q - Monsieur le Président, que répondez-vous au Colonel Kadhafi que vous accueillez lundi à Paris et qui vient de réclamer de façon assez vindicative des comptes sonnants et trébuchants aux anciens pays colonisateurs de l'Afrique ?

R - Rien. Je n'ai pas pris cela comme un dialogue singulier. Je dis les choses très simplement. Si nous n'accueillons pas des pays qui prennent le chemin de la respectabilité, que devons nous faire à ceux qui prennent le chemin inverse ? Je m'explique. La Libye finançait le terrorisme, poursuivait un programme visant à se doter de l'arme nucléaire et retenait prisonnières des infirmières bulgares. Cela, c'est la situation disons des quinze à vingt dernières années. Cette situation, elle n'est contestée par personne. J'observe que, grosso modo, tous les chefs d'Etat et de gouvernement ont fait le voyage en Libye. Tous, M. Blair, M. Chirac, M. Prodi, je crois bien Mme Merkel, si mes souvenirs sont exacts. Tous. Tous les secrétaires d'Etat américains ont fait le

voyage en Libye, Mme Rice, la dernière. Tous tenaient le discours discret et diplomatique : n'oublions pas les infirmières. Moi, j'ai posé un postulat : je n'irai en Libye personnellement que le jour où les infirmières seront libérées. C'est ce que j'ai dit et c'est ce que j'ai fait. J'ai été le lendemain et j'ai dit au président Kadhafi que j'encouragerais ce retour vers la respectabilité internationale et donc que je le recevrais. Permettez-moi de dire qu'il y a moins de problème à recevoir le président Kadhafi qui a indemnisé les victimes de Lockerbie, dont les services collaborent avec les services occidentaux dans la lutte contre le terrorisme. Les infirmières ont été libérées dans un avion de la République française et par l'action de la France, en l'occurrence Cécilia et M. Guéant appuyés par la diplomatie française et accessoirement par moi. J'ai dit que je le recevrais dans ces conditions là. J'aimerais qu'on m'explique au nom de quoi je n'aurais pas dû le recevoir, alors même que tant sont allés en Libye au moment où les infirmières étaient en prison et où le Colonel Kadhafi n'avait pris aucun des engagements qu'il a pris récemment. Pour le reste, il a sa personnalité, son tempérament. Ce n'est pas moi qui vais le juger. Voilà, il a dit ce qu'il veut et moi je dis ce que je veux. Je souhaite que cette visite soit un succès, que nous arrivions à signer un certain nombre d'accords économiques et d'ailleurs, de ce point de vue, j'aime aussi que les choses soient claires. On ne peut pas à longueur de colonnes de journaux décrire l'importance de son déficit commercial comme un des problèmes de la France, et s'étonner que le président de la République française se retrouse les manches pour aller chercher un à un les contrats. Ou alors ce n'est pas la peine de dire qu'il y a un problème de déficit de la balance commerciale.

J'ajoute que nous arrivons avec M. Kouchner à obtenir des contrats sans jamais reculer d'un centimètre sur la question des convictions qui sont les nôtres. J'aimerais d'ailleurs qu'on me cite un seul président de la République française ou autre qui, dans une conférence de presse avec le président Hu Jintao, lui ait dit qu'il fallait renoncer à la peine de mort, qu'il fallait ratifier le pacte civil et politique de l'ONU, et donner au-delà des Jeux Olympiques, des droits de circulation aux journalistes en général. On vous disait : non, on a parlé des Droits de l'Homme, mais discrètement. Ce n'est pas ce que j'ai dit.

Quant à M. Poutine, lorsque j'étais à Moscou, moi, j'ai rencontré les ONG. J'ai eu des désaccords avec lui sur la Tchétchénie, sur des enquêtes à la suite de problèmes avec les journalistes, sur la façon dont ont été réprimées les manifestations. Il n'y a pas une personne qui ne connaisse la situation en Russie, qui conteste l'idée que le président Poutine a été élu d'une façon légitime. Qu'il y ait des tas de commentaires à faire sur les élections, sans doute, mais je ne connais pas une personne qui puisse me dire que ces problèmes sont tous incontestables. Il appartiendra au président Poutine de s'en justifier. Je lui ai d'ailleurs demandé de pouvoir le faire. Qui peut contester le résultat de ces élections ? Ce n'était pas tout à fait votre question, mais cela m'a fait si plaisir d'y répondre...

J'ajoute, pour continuer, que j'ai reçu le président Chavez. Cela avait fait l'objet de certains commentaires. J'observe que, pour le moins, cela n'a pas contrarié l'évolution positive de la situation des FARC et de Mme Betancourt. Je veux d'ailleurs dire combien, à mes yeux, la proposition du président Uribe de la création d'une zone de rencontre de 150 kilomètres non militarisée est utile et positive. Je vous rappelle que c'est ce que j'ai toujours demandé. Tout cela, c'est une initiative positive et j'espère profondément que les FARC répondront de façon constructive et sans attendre. Je rappelle ma demande personnelle à Manuel Marulanda : qu'il relâche sans délai et pour des raisons humanitaires une femme qui est à bout. On n'a pas de temps à perdre. Voilà, mais enfin, je m'entretiendrais encore au téléphone avec le président Chavez.

Avec le président Deby, cela posait problème aussi. Comment on règle le problème de l'Arche de Zoé sans parler au président Deby ?

Quant au Liban, je voudrais rendre hommage à la patience et à l'engagement de Bernard Kouchner qui a fait tout ce qu'il a fait avec mon accord et mon soutien total. J'observe qu'en tout cas, mes deux entretiens téléphoniques avec le président Bachar n'ont pas compliqué les choses, pour parler par euphémisme. La France essaye d'apporter sa modeste contribution à la résolution de grands problèmes du monde et c'est assez difficile de résoudre les grands problèmes du

de grands problèmes du monde et c'est assez difficile de résoudre les grands problèmes du monde en ne se parlant pas.

Q - Je voudrais vous demander quelques détails à propos de l'entretien que vous eu avec M. Zapatero et surtout si vous pouvez nous donner des détails à propos des équipes qui vont travailler conjointement du côté de la frontière.

Deuxièmement, si vous pouvez nous donner quelques détails sur l'investigation à propos du troisième terroriste qui vous a échappé.

R - Je considère que ce qui a été fait par l'ETA est extrêmement grave. La police française a recherché et recherche les assassins comme s'il s'agissait de policiers ou de victimes françaises. Je le dis à nos amis espagnols : nous ne faisons pas de différence. On a assassiné sur le sol de la République française. Peu nous importe, cela aurait pu être des Espagnols, cela aurait pu être des Français. En tous cas, c'est inacceptable. C'est du terrorisme, c'est de la voyoucratie. Ceux qui ont fait cela, nous mettrons tous les moyens pour les récupérer. Je voudrais d'ailleurs rendre hommage à la police française qui a fait un travail tout à fait remarquable, parce que beaucoup d'indices conduisent à penser que les deux personnes qui ont été arrêtées sont des personnes qui ont des responsabilités dans ce qui s'est passé. En tout cas, on peut le présumer. Quant à la troisième personne, nous la recherchons activement. Aucune organisation terroriste ne pourra assassiner sur le territoire de la République française sans encourir les risques d'être interpellée et d'être condamnée très sévèrement. J'ai été très sensible aux félicitations du gouvernement espagnol à l'endroit de la police française.

Deuxièmement, la position de la France à l'endroit du terrorisme de l'ETA a toujours été la même, en tout cas depuis 2002. Je la portais comme ministre de l'Intérieur, avec M. Aznar comme avec M. Zapatero. Les ennemis de la démocratie espagnole sont les ennemis de la France. C'est un problème espagnol, mais face au terrorisme, les démocraties, nous devons être unies et donc nous renforçons encore nos moyens d'investigation communs. Pour le reste, vous comprendrez que je ne souhaite pas rentrer dans le détail.

Q - Monsieur le Président, parmi vos entretiens bilatéraux, vous avez vu M. Béchir, est-ce que vous pouvez nous dire de quoi vous avez parlé ? Si vous avez pu avancer notamment sur le Darfour. Deuxième point, M. Gordon Brown a boycotté cette conférence à cause de la présence de M. Mugabe. Qu'en pensez-vous et pourquoi vous-même, finalement, n'avez-vous pas essayé de voir M. Mugabe ?

R - Ce n'était pas prévu. Je ne l'aurais pas accepté même si la présence de M. Mugabe n'est pas l'événement le plus important de ce Sommet, et ne doit l'être en aucun cas. C'est lui faire trop d'honneur que d'occulter le partenariat qui se met en place entre l'Europe et l'Afrique. L'Union européenne ne reproche pas à M. Mugabe d'avoir voulu redistribuer les terres de son pays. L'Union européenne demande à M. Mugabe le respect des valeurs communes que consacre notre partenariat stratégique.

Par ailleurs, sur le président Béchir. Avec M. Kouchner, nous lui avons dit que c'était l'intérêt du Soudan, grand pays, et de son unité, qu'on arrête de massacrer sur son territoire et que pour arrêter de massacrer il fallait le développement de la force hybride le plus rapidement possible et que nous, nous ne pouvions pas comprendre qu'il y ait une analyse divergente de l'intérêt commun sur l'arrêt des conflits et des massacres sur le territoire du Soudan, que le gouvernement soudanais devrait être le premier concerné par la paix et la stabilité sur le territoire du Soudan. C'est cela que nous lui avons dit : que nous voulions le déploiement de la force hybride le plus rapidement possible. Il nous a répondu que le gouvernement soudanais était d'accord, à condition que cette force hybride soit composée d'abord par des soldats africains dans la limite de l'épuisement du quota proposé par les gouvernements africains. Nous avons fait valoir qu'il y avait un problème de logistique qui faisait que cela ne pouvait pas être que des Africains. Le président Béchir en a convenu. On a fait valoir aussi que même si on pouvait comprendre la préférence des Africains pour que cela soit les Africains qui règlent les crises, il peut un jour y avoir des Africains au Kosovo et donc des Européens en Afrique. Ce n'est pas parce que sous les casques bleus, il y aura des Européens qu'on est dans un système post colonial. Il faut arrêter. Il faut regarder les choses calmement. J'étais pour ma part heureux de ce

contact qui a été franc, qui n'a pas résolu tous les problèmes, mais enfin, il y avait une tradition d'amitié entre le Soudan et la France, cela compte.

Par ailleurs, j'ai dit au président Béchir la préoccupation qui est la nôtre de voir cesser des attaques de rebelles, de déstabilisation du Tchad, venant du Soudan, que cela menait à rien, que la région avait déjà assez de problèmes. Ce n'était pas la peine d'en rajouter.

Q - Vous savez que l'Europe est dans une sorte de course de vitesse pour signer des accords de libre échange avec les pays africains. Un certain nombre ont déjà signé. D'autres refusent le principe même de ces accords, estimant qu'ils ne sont pas prêts à accepter le libéralisme.

Comment vous vous positionnez entre ces deux groupes de pays ? Est-ce que vous pourriez répondre à l'appel d'un certain nombre de présidents, notamment du président sénégalais, qui cherche des alliés en Europe ?

R - Moi, je crois que l'un des problèmes de l'Afrique, c'est que l'on évite de spolier les ressources naturelles et les matières premières africaines. Il y a un prix et ce prix il faut le payer. C'est notre intérêt. Je ne pense pas que tous les pays d'Afrique sont aujourd'hui prêts à accepter un libéralisme qui s'ajouterait aux désordres monétaires de telle sorte qu'ils ne pourront plus rien produire du tout. Je prends l'exemple du coton. Le Burkina Faso est devenu l'un des premiers producteurs de coton du continent africain. Puisque le franc CFA est accroché à l'euro, ils produisent donc en zone euro. Ils vendent en zone dollar. Comment voulez-vous qu'ils s'en sortent ? Donc un certain nombre de gens doivent comprendre que si on ne veut pas asphyxier les pays les plus pauvres d'Afrique, il faut leur garantir une transition, un chemin de transition, avant de les laisser totalement démunis de toute protection par rapport à un marché où la brutalité des échanges ferait qu'ils ne pourraient pas s'en sortir. Moi, je suis de ceux qui pensent que le prix du café, par exemple, cela ne doit pas se régler par dix brokers à Londres ou à New York, que c'est tout notre intérêt que ces pays puissent vivre un minimum de leurs matières premières. Cette course effrénée soi-disant au prix du marché est en plus très hypocrite, car ce n'est pas vraiment le cours du marché puisqu'il y a des manipulations d'un certain nombre d'opérateurs avec des mouvements spéculatifs que chacun connaît.

Je suis pour la mondialisation, je suis pour la liberté mais je ne suis pas pour la spoliation de pays qui, par ailleurs, n'ont plus rien. Une fois qu'on les aura condamnés à la plus extrême pauvreté, comment fera-t-on ? On n'aura pas fait avancer les choses. Enfin, cela c'est un débat avec mon ami Mendelson, très intéressant, un ami passionnant et encore je ne dis pas tout ce que je pense. Comprenez-moi, je pense que dans le monde tel qu'il est, on ne peut s'abstraire d'un certain nombre de règles minimum. Voilà un pays comme le Burkina Faso qui est à 82 % agraire et dont l'agriculture, c'est essentiellement le coton, si vous ne lui garantes pas un minimum de respect des cours de la seule matière première qu'il va produire, vous le condamnez à une mort certaine. A partir de ce moment là, comme il y a 450 millions d'Africains qui ont moins de 17 ans, et qu'il y a 14 kilomètres entre l'Europe et l'Afrique, ce n'est pas la peine de faire un sommet. La prochaine fois, on le tiendra en Europe, le sommet. Parce que le jour où les gens ne pourront plus vivre en Afrique, ils viendront vivre en Europe. Voilà, cela, peut-être, il faut y penser. Je dis, par ailleurs, comme le Président Wade, la même chose sur les super bénéfices et les super profits. Je ne suis pas devenu à gauche, non, mais j'essaie de poser un raisonnement. On ne peut pas avoir un baril de pétrole qui est passé en trois ans de 42 dollars le baril à plus de 100, avec un pays comme le Sénégal, puisque nous parlons de l'Afrique, qui a cinq heures par jour sans électricité. Ce n'est pas possible. Je l'ai dit à un certain nombre de représentants des groupes pétroliers. C'est parfaitement normal et sain qu'ils fassent des bénéfices, parce qu'ils ont besoin de réinvestir beaucoup d'argent pour la recherche. Le prix de vente a doublé, le prix de l'extraction est le même, en trois ans, sans aucune recherche ou découverte nouvelle, sans aucun processus nouveau technologique. La question que j'ai posée à l'ONU en septembre dernier, je la maintiens. Le partage de la rente est une question qui se pose et que je continuerai à poser. Bien que je sois de droite, bien que je sois pour le libéralisme, bien que je sois pour la mondialisation. Parce que l'absence de règle et les supers rentes ce n'est pas du libéralisme, c'est de la caricature. Cela nourrit un sentiment d'impatience qui fera exploser le monde. Voilà, et ce n'est

pas parce que j'ai reçu M. Chavez que je pense cela. Je pensais cela avant. Je pense très sérieusement, et d'ailleurs j'ai saisi le directeur général du FMI de cette question : qu'on réfléchisse comment on peut utiliser les supers bénéfiques. Moi je ne suis pas un passionné des taxes. Je pense que cela ne marche pas. Mais qu'on réfléchisse sur la base d'un processus volontaire, à un moyen de compenser l'augmentation effrénée du prix du pétrole pour les pays qui ne peuvent pas suivre, en le faisant financer par une partie des supers bénéfiques.

Q - Les attaques, comme vous l'avez dit, de rebelles ont repris au Tchad, depuis deux semaines. Ce sont des attaques de rebelles tchadiens et dans le cadre des accords de coopération, l'armée française aide le président Deby en faisant de l'information, du transport et du soutien logistique. Un certain nombre de partenaires européens, eux, ont peur d'être entraînés via l'EUFOR dans une guerre qui n'est pas la leur et dont ils considèrent qu'elle est la pour défendre les intérêts des Français au milieu de l'Afrique, notamment les Autrichiens qui se sont engagés pour l'EUFOR et qui maintenant commence à réfléchir. Qu'est-ce que vous leur répondez ?

R - D'abord, on se serait bien passé de ces attaques de rebelles. Je ne sais pas s'ils sont Tchadiens, d'ailleurs, parce que vous êtes sans doute très bien informé, mais enfin le moins que l'on puisse dire, c'est que la région est poreuse. Déjà qu'on sait d'où cela vient, ce n'est pas mal. Quant à savoir exactement qui c'est, c'est encore plus compliqué.

Deuxième élément, c'est vrai que l'opération "Epervier", d'une façon indirecte, aide le Tchad. C'est parfaitement exact. Je serai bien hypocrite de le contester, donc je ne le conteste pas. En même temps, est-ce que c'est notre rôle de contribuer à la déstabilisation d'un Etat dans une région où il n'y a vraiment pas besoin de déstabilisation parce que je vous rappelle que de l'autre côté c'est le Darfour, alors très bien ? Je ne dis pas que c'est ce que vous avez suggéré, Monsieur, mais réfléchissons à haute voix. Alors on laisse tomber là-bas aussi. Comme cela on a le Darfour à l'Est de la frontière, faisons un nouveau Darfour à l'Ouest ! Lesquels vont souffrir les premiers ? Ce sont les habitants de ces villages.

Troisième remarque, je veux bien que cela soit pour défendre des intérêts français, par exemple plus pour en faire une force européenne. Il y a quand même quelques contradictions à dire : cela ne doit pas être une opération française, et dire qu'il n'y a que la France qui doit y aller. La meilleure façon que cela ne soit pas une opération française c'est que les Européens viennent. Cela, c'est extraordinaire. C'est moi-même qui dit en Conseil de Défense, on n'ira pas plus loin que 1.500 hommes, à quelques unités près, pour que cela reste une opération européenne. Enfin dernier point, c'est quand même extraordinaire de dire : c'est très bien la force hybride au Darfour et ce n'est pas bien la force européenne au Tchad. J'aimerais qu'on m'explique pourquoi c'est la même région et, d'une certaine façon, ce sont les mêmes populations qui passent en permanence, nomades qu'elles sont, d'un point à l'autre. Alors j'aimerais qu'on m'explique pourquoi les nations du monde ont raison d'envoyer une force d'interposition au Darfour et l'Europe n'aurait pas raison d'envoyer une force d'interposition à quelques kilomètres de là. Franchement, moi-même, en vous répondant, je me suis convaincu tout seul.

Ceci dit, cela n'est pas simple et j'ai dit dans mon discours, que la question de la présence militaire française en Afrique, ce n'est pas un sujet tabou. Les forces armées françaises ne resteront pas contre l'avis des pays où elles se trouvent. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de dire au président Deby que si l'on gênait, il fallait nous le dire tout de suite. Je n'ai pas compris que l'on gênait. Je ne peux pas vous répondre plus franchement.

Q - Pendant la réunion avec M. Zapatero, vous avez parlé d'une nouvelle formule pour la lutte contre l'ETA. Je veux savoir si vous pouvez nous expliquer quelles sont ces nouvelles formules ? Vous pouvez télégraphiquement, un minimum ?

R - Non.

Q - Le gouvernement espagnol a avancé que vous aviez parlé de cela.

R - Je comprends parfaitement que vous me posiez la question. Je voudrais que vous compreniez que je ne puisse pas y répondre. Vous savez, il y a des vies de fonctionnaires et de militaires en jeu. Et vous, l'Espagne, je crois que sur les 890 assassinats sur les 25 dernières années, il n'y a pas un pays d'Europe qui a payé un plus lourd tribut que vous les Espagnols, au terrorisme.

Malheureusement, je ne peux pas en dire plus. Si ce n'est qu'on travaille main dans la main

malheureusement, je ne peux pas en dire plus. Si ce n'est qu'on travaille main dans la main.

J'ai travaillé main dans la main avec le gouvernement de M. Aznar sur cette opération terroriste, et on travaille main dans la main avec le gouvernement de M. Zapatero. Si demain, il y a un autre gouvernement, on travaillera main dans la main, parce que notre ami c'est la démocratie espagnole.

La France ne sera pas l'amie des assassins. Ce qu'a fait l'ETA, c'est de l'assassinat. Cela ne me gêne pas de le dire. La France ne se nourrit de rien d'autre que du mépris le plus total pour ce qui a été fait. Le mot est très faible. Il faut maintenant que cela cesse. Que ceux qui font cela rendent des comptes.

Q - Monsieur le Président, je voudrais revenir sur une question de politique intérieure. L'arrivée de M. Kadhafi a suscité de nombreuses critiques, mais elle a aussi provoqué le soutien de M. de Villepin, qui ne vous soutient pas si régulièrement que cela. Est-ce que c'est une bonne nouvelle pour vous ?

R - Je n'ai pas vu que M. de Villepin ne me soutenait. Et les critiques de qui ? De toute manière des critiques, dès que l'on fait quelque chose, il y en a. C'est même la démocratie. Mais alors, elles m'intéressent ces critiques. Cela me fait un petit plaisir. Les mêmes qui disaient que si j'étais élu, je m'alignerais sur les Américains et le président Bush, les mêmes disent : voilà qu'il discute avec tous ceux qui n'aiment pas le président Bush. L'ami de Libération, j'aimerais lui mettre toutes les unes !

J'ai été trop pour Bush hier, je suis trop avec les adversaires de Bush aujourd'hui ! Allez comprendre quelque chose. Dites donc, vos lecteurs vont avoir du mal à suivre.

La vérité est que la France parle à tout le monde. C'est même la spécificité de la France. La France a des alliés, la France a des amis. La France est une amie des Américains.

Qui est-ce que l'on me reproche de recevoir ? On a même dit que j'étais un Monsieur qui n'était pas là pour recevoir, que j'étais élu par le lobby juif. Aimable et insultant ! Maintenant après avoir été l'homme du lobby juif, je suis l'homme du lobby arabe avec Kadhafi. Voilà que j'étais trop pro-israélien hier et voilà que maintenant je suis trop pro-arabe ! Parce que M. Kadhafi, dans le monde arabe, cela compte. Beaucoup plus que vous ne l'imaginez, parce que l'ancienneté des fonctions qui sont les siennes fait que cela compte.

Hier, on me reprochait d'être trop pro-américain, un jour dans le passé trop pro-israélien, aujourd'hui trop pro-arabe. La France parle à tout le monde pour dire un certain nombre de choses. Si je n'avais pas parlé à M. Kadhafi, les infirmières bulgares seraient encore en prison. C'est cela la vérité. Alors vous savez, les critiques... Je laisse ceux qui critiquent le faire, c'est bien leur droit, mais s'ils avaient pu résoudre le problème, on se demande bien pourquoi ils ne l'ont pas fait. Tous ces problèmes que je dois régler, c'est parce qu'ils n'ont pas été réglés avant. Je suis toujours sensible aux compliments de M. de Villepin. Vous me dites qu'ils sont rares, ils en sont donc d'autant plus précieux.

Q - La chancelière allemande a déjà critiqué M. Mugabe d'une manière assez claire, ce qui a déjà provoqué une réaction furieuse du président du Sénégal. Donc, d'après vous, Monsieur le Président, est-ce qu'elle est allée trop loin dans sa critique ?

R - D'abord, j'ai un principe : je ne critique pas les autres, surtout quand ce sont des amis. Mme Merkel mène la politique étrangère qu'elle souhaite mener. Je vous ai dit que moi, je n'aurais pas serré la main de M. Mugabe, je ne l'aurais pas rencontré. Maintenant, c'est aux Africains de décider qui les représente. Ce n'est pas à moi. Je pense que 7 ans sans se voir... C'est faire beaucoup d'honneur à M. Mugabe que de passer 7 ans sans se voir. Si on doit éviter de se parler entre Européens et Africains à chaque fois que l'on a un problème de cette nature, alors on ne parlera pas souvent. C'est le moins que l'on puisse dire.

Pour le reste, Mme Merkel a la position qu'elle souhaite avoir, elle a fait le discours qu'elle souhaitait faire. Pour l'essentiel, d'ailleurs, j'étais d'accord avec elle. Mais c'est aux Africains de choisir qui les représente, ce n'est pas à nous.

Q - Monsieur le Président, vous vous êtes montré optimiste tout à l'heure sur le déploiement de l'EUFOR dans l'Est du Tchad et Nord de la République centrafricaine. Il y a quelques jours encore, certains de nos partenaires européens disaient que l'une des alternatives, étant donné la

faiblesse des contributions matérielles, était d'abandonner cette opération. Pouvez-vous nous expliquer en quoi votre présence au Sommet a fait avancer le dossier en terme de contribution matérielle et en terme de calendrier ?

R - Je suis optimiste par nature. J'étais optimiste sur le trait?? simplifié, on l'a eu. J'étais optimiste sur le fait qu'on pouvait faire des choses au Darfour, il y a eu la conférence de Paris. Envers et contre tout, avec Bernard, on était optimiste sur le Liban. J'ai vu qu'aujourd'hui on n'était plus seul à être optimiste. Qu'est que vous voulez que je vous dise ? On ne va pas laisser tomber le Tchad. Et puis, permettez-moi une chose : vous avez bien la carte en tête, vous connaissez bien, Darfour ici, Tchad là. Si on supprime ici, est-ce qu'on arrange là ? C'est la même région. Ce sont les mêmes victimes. Ce sont les mêmes populations qui passent d'un pays à l'autre. Expliquez-moi la logique invraisemblable qui consisterait à dire oui, il faut la force hybride ici au Soudan, au Darfour, et pas la force européenne. Ce sont les mêmes personnes. On a le droit d'être cohérent, ce n'est quand même pas interdit ! Alors le président Konaré dit : cela doit être les Africains. Eh bien tant mieux, que les Africains le fassent. J'en serai le premier ravi. Mais chacun sait bien qu'en termes logistiques ils ne peuvent pas et qu'on a besoin de leur donner un coup de main. Donc, je ne cède pas sur la présence de la force européenne à l'Est du Tchad. Parce que l'Est du Tchad, c'est l'Ouest du Darfour. Donc, c'est la même chose. Excusez-moi, je présente cela de façon simple, mais je crois que c'est simple à comprendre. Alors, la seule position cohérente, me semble-t-il, c'est de dire : je ne crois pas à la force européenne à l'est du Tchad, je ne crois pas à la force hybride au Darfour, on ne croit à rien. Ce n'est pas ma position, mais c'est cohérent. Ou, autre position cohérente, on met au Darfour, on met à l'Est du Tchad, cela c'est cohérent. Mais dire : il faut mettre au Darfour et pas au Tchad, cela c'est incohérent.

Q - Quel pays européen avez-vous décidé à contribuer ?

R - Hier, j'ai eu par exemple Gordon Brown sur le financement. Bernard a eu les Roumains. M. Poutine également. On a besoin de la Russie aussi pour régler cette crise. Si vous voulez me faire dire que c'est difficile, je vous cède tout de suite. C'est vrai, c'est difficile, c'est pour cela qu'on s'en occupe.

Q - Vous avez reçu tout à l'heure en tête-à-tête le président ivoirien Laurent Gbagbo. Peut-on savoir de quoi vous avez parlé ? Tout récemment votre ministre de la Défense était à Abidjan. Qu'est-ce qui explique la prolongation de vos effectifs militaires à Abidjan ? On a annoncé une visite du président Gbagbo à Paris, est-ce que vous pouvez nous confirmer cela ?

R - J'ai demandé au président Gbagbo s'il voulait le maintien de l'opération Licorne ou son départ. Je le lui ai demandé. Il m'a dit ce n'est plus un problème. J'ai compris que le statu quo était demandé à la fois par le président Compaoré et que cela ne gênait plus en Côte d'Ivoire. Voilà. Quant à la visite de M. Gbagbo à Paris, ou la visite de Bernard Kouchner ou la mienne à Abidjan, elle sera tout à fait fonction du respect du calendrier qu'a lui-même fixé le président Gbagbo.

Q - Vous avez évoqué dans votre discours, à propos du Rwanda, les faiblesses et les erreurs de la France...

R - Ou les erreurs...

Q - Est-ce qu'en face de vous, le président Kagamé a été prêt aussi à reconnaître des erreurs, par exemple, le fait que la FPR ait abattu l'avion du président Habyarimana, comme le juge Bruguière le lui reproche ?

R - Ecoutez, je reviens de trois jours en Algérie, et je ne vais pas recommencer au Rwanda. Nous avons convenu avec le président Kagamé que le temps était venu de nous tourner vers l'avenir, qu'il y avait eu assez de temps passé, qu'il y avait eu assez de souffrance, assez d'humiliations. Alors si on refait tout ce qui s'est passé, on ne s'en sortira pas. J'ai écrit les faiblesses ou les erreurs, au choix. Le "ou", je l'ai pesé, parce que le "et", c'était une certitude. Le "ou" permet à chacun une lecture, ce n'est pas tout à fait la même chose. Donc moi je dois, président de la République, prendre en compte la totalité des sensibilités sur le sujet.

Mais enfin, je crois que nos destins sont liés, Europe et Afrique. Voilà, enfin si je fais le tour : on était fâché avec l'Angola, ça n'allait plus, c'est arrangé. On était fâché avec le Rwanda qui avait

rompu les relations diplomatiques. On était fâché avec la Côte d'Ivoire pour les raisons qu'on connaît. Un certain nombre d'autres pays avec lesquels ça n'allait pas très bien, je ne vais pas rentrer dans le détail. Notre rôle est d'essayer, tout en maintenant notre politique et les valeurs qui sont les nôtres, de régler les problèmes. J'observe qu'on les règle.

Cela n'épuise pas tout, Monsieur, vous avez raison, mais franchement après il y a les historiens, ils vont travailler sur la période & il y a des juges, ils vont travailler. Mais nous, les hommes d'Etat, chefs de gouvernement, chefs d'Etat, on doit penser à l'avenir. C'est exactement ce que j'ai dit aux Algériens, ce que j'ai dit aux Tunisiens, lorsque j'y suis allé. C'est ce que je dirai à chaque fois. Je vais en février en Afrique du Sud. Cela me passionne d'ailleurs parce vous savez combien j'apprécie le président Thabo Mbeki. Voilà, c'est ce que j'essaie de faire.

J'aime l'Afrique, même si je reconnais bien volontiers avoir une manière de parler qui n'est pas exactement ce que l'on pouvait en attendre, mais c'est comme cela. Moi, j'accepte que le président Konaré me parle aussi... Si on se voit et que l'on ne se parle que de ce sur quoi on est d'accord... non ! Il peut y avoir des désaccords, ce n'est pas un drame, c'est comme cela que l'on progresse. Et en tout cas, il y a beaucoup de chefs d'Etat et de gouvernement qui sont venus me dire que c'était bien de parler comme cela.

Q - Le président Konaré ce matin a clairement fait comprendre à l'Union européenne que l'Afrique a beaucoup d'autres partenaires, donc à l'issue de ce sommet qu'est ce que l'Europe propose concrètement de mieux, de plus que la Chine ?

R - Enfin, écoutez, l'Europe a proposé depuis 1990 l'équivalent de deux fois le plan Marshall des Américains pour l'Europe. Ce n'est pas rien. Quant à la présence de la Chine en Afrique, pour moi, cela n'a jamais été une gêne. Parce que vous savez l'Afrique, c'est presque un milliard d'habitants. Je sais parfaitement que ce n'est pas l'Europe toute seule qui va aider l'Afrique à résoudre tous ses problèmes. Le fait que les Chinois et peut-être même les Américains investissent en Afrique, cela prouve que ce que je dis de l'Afrique, qu'elle n'est pas l'homme malade, c'est vrai. Je dis la même chose pour les Sommets France/Afrique. J'ai l'intention de les renouveler profondément, mais de les maintenir absolument.

Q - Juste une petite précision à propos de l'EUFOR à l'est du Tchad. Vous avez évoqué M. Poutine. J'ai vu récemment M. Chevalier qui évoquait les Albanais, alors c'est une force européenne, c'est quoi comme force ? Qui va participer, qu'est-ce que vous entendiez par M. Poutine ? Pourquoi vous avez évoqué ce nom à ce moment-là.

R - Bernard Kouchner - Je voudrais dire que ce qui compte ce sont les Tchadiens, qu'il faut aider. Nous avons besoin d'un certain nombre d'éléments techniques dont a parlé le président de la République et donc, si ce sont les Albanais qui aspirent à venir dans l'Europe qui nous fournissent ces éléments, et ils le font y compris avec quelques hommes, si ce sont les Russes qui sont prêts à faire un effort pour les hélicoptères dont nous avons besoin, tout cela est le bienvenu. Il s'agit d'aider les Tchadiens eux-mêmes à la reconstruction et au développement de leurs villages avec une force de protection, puisque, on l'a vu il y a quelques jours, les attaques sont multiples, qui viennent du Soudan.